



L'activité réformatrice des élites locales chinoises au début du xxe siècle

Xiao-Hong Xiao-Planes

► To cite this version:

Xiao-Hong Xiao-Planes. L'activité réformatrice des élites locales chinoises au début du xxe siècle : L'exemple de la Société Générale d'Education du Jiangsu. Études Chinoises, 1998, XVII (1-2). hal-01340463

HAL Id: hal-01340463

<https://inalco.hal.science/hal-01340463>

Submitted on 4 Jul 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License

L'activité réformatrice des élites locales chinoises au début du xx^e siècle

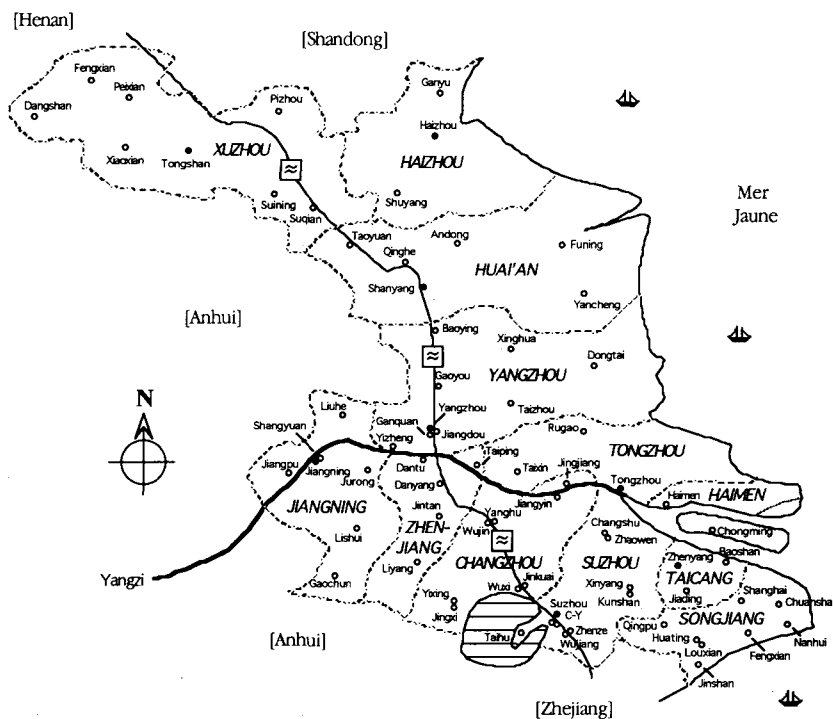
L'exemple de la Société Générale d'Éducation du Jiangsu

Xiaohong Xiao Planes¹

À la fin de l'empire, le mouvement organisationnel des élites urbaines prend de l'ampleur avec le lancement de la Nouvelle Politique (Xinzheng). L'activité réformatrice des élites chinoises aux XIX^e et XX^e siècles a suscité de nombreuses études, en particulier sur les organisations urbaines (groupements de marchands, guildes professionnelles, amicales régionales, sociétés d'études ou d'éducation, etc.)². Parmi les innombrables

- 1 Xiaohong Xiao Planes est Maître de conférences à l'Université Paris X-Nanterre, Département LEA, 200 avenue de la République, Bât. F/3^e étage, 92001 Nanterre Cedex. Cet article est un extrait remanié de certains passages de ma thèse : Xiao Planes Xiaohong, « La Société Générale d'Éducation du Jiangsu et son rôle dans l'évolution socio-politique chinoise de 1905 à 1914 », Paris, INALCO, 1997, 2 vols. Je remercie tout particulièrement les membres du jury — Madame Marie-Claire Bergère (directeur de thèse), Monsieur Alain Roux et Monsieur Pierre-Étienne Will — pour de précieuses observations dont le présent texte a tenu compte. Mme Marie-Claire Bergère et M. Yves Chevrier ont bien voulu lire cet article et le faire bénéficier de leurs suggestions. Un nombre important de références bibliographiques provient de *Jiangsu jiaoyu zonghui wendu* (Documents de la Société Générale d'Éducation du Jiangsu), Shanghai, 1906-1911, 6 vols (ci-après *Wendu*, suivi du numéro de volume et de partie). Voir carte du Jiangsu page suivante.
- 2 Compte tenu de l'abondance des publications, je me bornerai à ne citer que certains des plus récents travaux. Sur les études monographiques et l'organisation des marchands ou des citadins : Marie-Claire Bergère, *L'Âge*

Xiaohong Xiao Planes



° Sous-préfecture

• Chef-lieu de préfecture

Suzhou C-Y : sous-préfectures de Wu, Changzhou et Yuanhe

PRÉFECTURE

≈ Canal impérial

**Carte des circonscriptions administratives du Jiangsu
sous les Qing (1908)**

La Société Générale d'Éducation du Jiangsu

groupements nés à cette époque, la Jiangsu jiaoyu zonghui ou Société Générale d'Éducation du Jiangsu (SGEJ) a joué un rôle extrêmement important, non seulement dans le domaine de l'éducation, mais aussi dans l'évolution socio-politique de la Chine du début du xx^e siècle³.

d'or de la bourgeoisie chinoise, Paris, Flammarion, 1986 ; R. Keith Schoppa, *Chinese Elites and Political Change. Zhejiang Province in the Early Twentieth Century*, Cambridge, Harvard University Press, 1982 ; William T. Rowe, *Hankow — Commerce and Society in a Chinese City, 1796-1889*, et *Conflict and Community in a Chinese City, 1796-1896*, Stanford, Stanford University Press, 1985 et 1989 ; Mary Backus Rankin, *Elite Activism and Political Transformation in China Zhejiang Province 1865-1911*, Stanford, Stanford University Press, 1986 ; Ma Min et Zhu Ying, *Chuantong yu jindai de liangchong bianzou — wan Qing Suzhou shanghui ge'an yanjiu* (Un duo de la modernité et de la tradition — études sur le cas de la Chambre de commerce de Suzhou à la fin des Qing), Chengdu, Bashu chubanshe, 1993 ; Bryna Goodman, *Native Place, City and Nation*, Berkeley, University of California Press, 1995 ; Joan Judge, *Print and Politics*, Stanford, Stanford University Press, 1996. Sur les sociétés d'études et d'éducation : Lenore Barkan, « Patterns of Power. Forty Years of Elite Politics in a Chinese County », in Mary Backus Rankin et Joseph W. Esherick (éds.), *Chinese Local Elites and Patterns of Dominance*, Berkeley, University of California Press, 1990, p. 191-215 ; Helen R. Chauncey, *Schoolhouse Politicians, Locality, and State during the Chinese Republic*, Honolulu, University of Hawaii, 1992 ; Yukio Takata, « Jindai Zhongguo diyu shehui yu difang jiaoyuhui — Wuxi jiaoyuhui de diwei jiqi yanbian » (La société locale et les associations locales d'éducation dans la Chine moderne — Position de la Société d'Éducation de Wuxi et son évolution), in *Minguo yanjiu* (Études sur la Chine républicaine), Nankin, Nanjing daxue chubanshe, 1994, 1, p. 242-254 ; Robert J. Culp, « Elite Association and Local Politics in Republican China Educational Institutions in Jiashan and Lanqi Counties, Zhejiang, 1911-1937 », *Modern China*, 20.4, octobre 1994, p. 446-477. Sur la réforme de l'État et ses rapports avec les élites rurales, citons Prasenjit Duara, *Culture, Power, and the State : Rural North China, 1900-1942*, Stanford, Stanford University Press, 1988 ; Roger R. Thompson, *China's Local Councils in the Age of Constitutional Reform, 1898-1911*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1995. Voir aussi la discussion d'Yves Chevrier sur la question de la modernité politique, le processus parallèle de la participation de la société et de la construction de l'État moderne : Yves Chevrier, « La question de la société civile, la Chine et le chat du Cheshire », *Études chinoises*, 14.2, automne 1995, p. 153-248.

3 À ce jour, deux études ont particulièrement contribué à la connaissance de la

Fondée en 1905, au lendemain de la suppression du système des examens, sous le nom de Société Générale des Affaires d'Études du Jiangsu (Jiangsu xuewu zonghui), cette association se vouait à la mobilisation des ressources locales et des talents en vue de la mise en chantier du nouveau système d'enseignement. Son activité et ses objectifs ne se limitaient cependant pas à son domaine le plus spécifique, celui de l'éducation : son projet éducatif était foncièrement lié à un projet de développement économique et de reconstruction politique.

La SGEJ s'est distinguée par sa cohésion et sa longévité, puisqu'elle a maintenu son activité de 1905 à 1927, date de sa dissolution par le gouvernement nationaliste. À partir de son siège de Shanghai, elle s'est employée à ouvrir une voie spécifique à la modernisation chinoise, fondée sur la participation des collectivités locales et sur l'établissement de liens organiques entre le gouvernement et la société. Dans ce but, elle s'est inlassablement préoccupée des problèmes de communication et de collaboration entre ses activistes⁴ et ses partenaires locaux. Au cours des premières années de son existence, une grande partie de son énergie fut consacrée au développement et au soutien des organisations d'éducateurs dans les localités, considérées comme partie prenante dans l'édification de nouvelles structures visant à l'intégration socio-politique provinciale et nationale.

Le présent article s'efforce de cerner cet aspect des activités de la SGEJ. En effet, notre compréhension du rôle des élites au début du siècle manque

SGEJ, celles de Marianne Bastid et d'Ernst P. Schwintzer : Marianne Bastid, *Aspects de la réforme de l'enseignement en Chine au début du xx^e siècle d'après les écrits de Zhang Jian*, Paris/La Haye, Mouton, 1971, p. 47-49, 65, 71-75 ; Ernst P. Schwintzer, « Education to Save the Nation. Huang Yanpei and the Educational Reform Movement in Early Twentieth Century China », thèse, University of Washington, 1992, 2 vols., notamment le chapitre 3, « Provincial Politics and Education », pour la période de l'empire, et les chapitres 8 et 10 pour celle de la république.

- 4 Le terme d'activiste est employé ici, comme celui d'*activist* chez les auteurs anglo-saxons, dans son acception la plus directe, pour qualifier la personnalité qui déploie une grande activité en vue d'un objectif général. Toute connotation « extrémiste » en est exclue.

encore d'études concrètes sur ces liens tressés entre les pôles urbains où étaient basés les réformateurs et leur enracinement local.

La Société Générale d'Éducation du Jiangsu et le « modèle shanghaien »

Le premier trait caractéristique de la Société Générale d'Éducation du Jiangsu est sans nul doute son ancrage dans la ville de Shanghai. Organisées après elle, les autres sociétés d'éducation provinciales ont pratiquement toutes installé leur siège dans la capitale de leur province, à proximité des centres de décision de l'administration impériale. Or, la province du Jiangsu disposait en quelque sorte de deux « capitales » : Jiangning (Nankin), siège du « gouverneur général du Liangjiang », et Suzhou, siège du « gouverneur du Jiangsu »⁵. Dans la hiérarchie territoriale de l'empire, le statut de Shanghai était celui d'un simple *xian* (sous-préfecture)⁶. Mais l'installation du siège de la Société à Shanghai résultait d'un choix délibéré de ses fondateurs. Comme l'administration provinciale pressait la Société naissante de transférer ce siège à Jiangning, elle se contenta d'implanter un bureau (*shiwusuo*) dans chacune des deux « capitales » de la province. Shanghai demeura donc le quartier général de la SGEJ, qui bénéficiait très largement des avancées du grand port ouvert dans les domaines économique, social et culturel.

En l'espace d'un demi-siècle, Shanghai était passée des dimensions d'une cité commerciale déjà importante, avec son port actif, depuis la fin des Ming, dans le négoce du coton et des cotonnades, à celles du premier

5 Dont les compétences réciproques correspondaient approximativement aux territoires du Jiangsu-Nord et du Jiangsu-Sud. À l'époque, l'ensemble du Jiangsu comptait soixante-treize circonscriptions administratives (*zhou*, *xian* ou *ting* selon la dimension et l'importance stratégique, que l'on traduira par sous-préfecture pour des raisons de commodité). À partir de 1912, un regroupement de ces sous-préfectures fut effectué et leur nombre ramené à soixante ; les deux gouvernorats furent parallèlement fusionnés.

6 Shanghai sera séparée du Jiangsu en 1928.

centre financier et manufacturier de la Chine. Le maintien de son statut de *xian* répondait à la volonté impériale de séparer les réseaux économiques du quadrillage administratif ; les bureaux d'un intendant de circuit avaient cependant été installés en 1730⁷. Après les guerres de l'Opium, le destin hors pair de la cité fit d'elle un pôle d'attraction puissant pour les membres de l'élite officielle en quête de formules inédites de gouvernement et d'administration. L'apparition d'activités modernes — industrielles et marchandes, notamment — modifiait le comportement des élites, amenées à fréquenter ou à accueillir le groupe nouveau des « notables-marchands » (*shenshang*).

Anciens fonctionnaires et notables régionaux, Zhang Jian, Xu Dinglin, Wang Tongyu, Yun Zuqi — tous futurs dirigeants de la SGEJ — faisaient partie de cette cohorte de *shenshang* et se trouvaient constamment en « voyage d'affaires » entre Shanghai et leur ville d'origine, respectivement Tongzhou, Ganyu, Suzhou, Changzhou. D'autres « activistes » de premier rang s'étaient peu à peu implantés dans des secteurs urbains modernes : gestion, écoles nouvelles, presse, édition, etc. Parmi eux figuraient des enseignants et directeurs d'écoles comme Ma Xiangbo, Yao Wennan, Yuan Xitao, Shen Enfu, Huang Yanpei, Gong Jie, Lin Kanghou, Shi Liangcai, Bai Zuolin, des publicistes comme Di Baoxian, Lei Fen, Yang Tingdong, Bao Tianxiao, Meng Zhaochang et Meng Sen⁸, des éditeurs comme Zeng Pu, Xu Nianci, Yu Fu, Ding Baoshu et le directeur d'usine Liu Yuan.

Contrairement à bien des lettrés attachés à des institutions officielles, les promoteurs de la Société étaient insérés dans des secteurs privés et modernes de la nouvelle métropole, devenue un pôle d'attraction politico-culturel développé aux dépens d'anciens centres tels que Suzhou,

7 À l'origine, l'installation d'un intendant de circuit à Shanghai était liée au développement commercial de la cité et à ses problèmes de sécurité. Après l'ouverture du port en 1843, l'administrateur dut s'occuper des affaires « sino-étrangères » (*yiwu*) et des activités évoluant selon le modèle occidental (*yangwu*). Voir Shanghai tongshe (éd.), « Shanghai daotai kaolüe » (Étude sur l'intendant de circuit de Shanghai), in *Shanghai yanjiu ziliao xujì* (Recueil de matériaux de recherche sur Shanghai), vol. 2, 1939, reproduction de Shanghai shudian, 1984, p. 61-71.

8 Sur les journalistes du journal *Shibao* (Le Temps), voir Joan Judge, *op. cit.*

Changzhou, Jiangning ou Yangzhou. Cette « culture de brassage » inspirait aux activistes de nouvelles idées, des conceptions empruntées à l'Occident et des modèles d'organisation inédits. De surcroît, la présence de concessions étrangères conférait à la ville un plus large espace d'autonomie, à l'écart des contrôles gouvernementaux.

L'un des mérites de Shanghai était de ménager de larges possibilités de contacts entre les nouvelles élites lettrées et marchandes. Certains marchands s'empressèrent de nouer des alliances particulières avec les éducateurs de la SGEJ : les entrepreneurs Zhou Tingbi et Yang Sisheng, des marchands ou compradores comme Zeng Zhu, la Shanghai Commercial Press, le *Shenbao* (Quotidien de Shanghai) et le *Shibao* (Le Temps). Mais une coopération plus profonde s'établit sous des formes diverses en vue de la gestion de la cité, de l'organisation de mouvements protestataires — mouvements anti-impérialistes, défense des droits de construction des chemins de fer du Jiangsu-Zhejiang —, de la création en commun d'entreprises ou d'établissements scolaires, etc. Les leaders notables s'impliquaient en personne dans les affaires. La spécialisation du secteur éducatif amena la SGEJ à maintenir, toute sa vie durant, des relations fondamentales avec les milieux marchands. Elle n'agissait pas par intérêt de classe, comme l'a prétendu le discours officiel du régime communiste jusqu'aux années 1980, mais par le fait qu'elle identifiait la bourgeoisie naissante à une force sociale et qu'elle voyait dans l'industrialisation un facteur primordial de modernisation à l'échelon national.

Shanghai abritait d'ailleurs une vie associative que le pouvoir ménageait dans la mesure où elle lui semblait faire contrepoids aux menaces expansionnistes des concessions occidentales. Les plus importantes de ces organisations des nouvelles élites étaient la Shangxue gonghui (Société d'Études Commerciales), antenne de la Chambre de commerce de Shanghai, la Huxuehui (Société d'Études de Shanghai), la Shanghai difang yanjiuhui (Société d'Études de la localité de Shanghai), le Shanghai chengxiang gongchengju (Bureau des travaux publics de la cité shanghaienne), embryon de conseil municipal. Bientôt allait naître la Yubei lixian gonghui (Association de préparation au régime constitutionnel, fondée à la fin de 1906), un groupement politique des *shenshang* dont l'ambition dépassait les frontières locale et provinciale. Les animateurs de la SGEJ participèrent,

à des degrés divers, aux activités de ces différentes organisations shanghaiennes. Ils en étaient, selon le cas, créateurs, dirigeants ou militants.

D'une manière plus générale, ils participaient activement à cet ensemble économique, intellectuel et socio-politique répondant à ce qu'on pourrait qualifier de « modèle shanghaien », avec son désir ardent d'évolution vers la modernité, de croissance fondée sur la productivité et d'accroissement de la participation populaire à la vie publique. Issus, pour la plupart, des régions voisines de Shanghai, ils avaient souvent été les premiers à propager les idées nouvelles et à développer l'enseignement moderne dans leurs localités d'origine. Même venus à Shanghai, ils maintenaient des contacts réguliers avec ces localités. D'autres continuaient à s'activer entre Shanghai et les centres régionaux.

Ces réformateurs formés dans l'esprit de la culture universelle et unitariste chinoise n'entendaient nullement restreindre leur horizon au cadre d'une seule ville, fût-ce Shanghai⁹. Leur ambition s'élargissait à celui de la province, sinon à celui de la Chine tout entière. Leur perspective était celle d'un développement éducatif et économique basé sur le dynamisme des collectivités territoriales, sur la formation de l'opinion publique, sur l'organisation des élites et, à son stade le plus évolué, sur l'instauration d'une autonomie locale (*difang zizhi*) dont la vieille ville de Shanghai établissait le modèle en 1905, année même de la fondation de la SGEJ.

Mais pour réaliser son ambition, la Société se devait d'être un regroupement d'entités géographiquement délimitées, un rassembleur de partenaires issus de régions aux caractéristiques parfois fort contrastées. Très opportunément, la réforme de l'éducation décidée par le pouvoir central favorisait ses ambitions. Elle obligeait l'État à développer une large coopération avec les élites locales pour faire face aux contraintes financières qu'elle impliquait et pour répondre à des besoins nouveaux en matière d'encadrement. Ces élites s'engagèrent largement dans la réforme, et le nombre des établissements officiels, communautaires et privés augmenta d'année en année à partir de 1902 pour connaître un véritable boom en 1905-1906, avec la suppression du système des examens.

9 Concernant ce point, voir aussi les commentaires de Bryna Goodman sur l'identité locale et le nationalisme, *op. cit.*, p. 197-198, 312-314.

La Société Générale d'Éducation du Jiangsu

Les organisateurs de la SGEJ pouvaient également compter sur certaines zones plus dynamiques où les éducateurs locaux avaient déjà mis en place des « Bureaux d'Éducation » (*xuewu gongsuo*)¹⁰ ou des « Sociétés d'Éducation » (*xuewu zonghui*). Dans les faits, ces organismes constituaient un embryon d'administration éducative locale. Tongzhou, fief du notable industriel Zhang Jian, prit la tête du mouvement, bientôt suivie par Shanghai, Suzhou, Baoshan, Jiading, Changshu, Wujiang, Wuxi, Changzhou, Jiangning, Yangzhou. Zhang Jian, grande figure des notables-marchands, fut d'ailleurs porté à la présidence de la Société. Il réussit à réunir dans la même association les activistes des deux parties de la province — Jiangsu-Nord et Jiangsu-Sud — découpées par le double gouvernorat. Cette union fut bien accueillie, voire acclamée dans de nombreuses localités où les activistes avaient parfois du mal à s'organiser. La mise en œuvre de la réforme posait malgré tout de nombreux problèmes (nostalgie du système des examens, conflits d'intérêts, grèves étudiantes, démarches hétérogènes, obstacles divers), qu'une administration locale insuffisante et corrompue était généralement incapable de résoudre. Le regroupement permettait aux éducateurs de prendre les choses en main avec l'appui d'une organisation provinciale efficace et structurée.

Création de la Société Générale d'Éducation du Jiangsu

La première assemblée de la Société Générale d'Éducation du Jiangsu (*Jiangsu jiaoyu zonghui*), devenue en 1912 la Société d'Éducation de la province du Jiangsu (*Jiangsusheng jiaoyuhui*), fut donc convoquée en décembre 1905 à Shanghai. Cette première réunion fut un véritable triomphe, avec une assistance de quelque cent dix-neuf délégués et adhérents représentant la plupart des sous-préfectures de la province. Adaptés aux règles du nouvel enseignement, ses statuts étaient délibérément orientés vers la préparation de l'autonomie locale.

10 *Xuewu*, littéralement « affaires liées aux études ». Ce terme est ici traduit par « éducation ».

L'esprit et les modalités de l'organisation de la SGEJ étaient marqués par l'influence des conceptions politiques occidentales. D'entrée de jeu, elle se positionnait comme représentant du corps social face à l'administration et réclamait un « pouvoir législatif » en matière d'éducation : « La société (*shehui*), déclarait-elle, est dans la situation du législatif comme l'administration dans celle de l'exécutif. »¹¹ Dans ses déclarations, elle puisait dans le vocabulaire de certains des commentateurs de l'époque, qui n'hésitaient plus à utiliser des termes tels que *minquan* (droit du peuple), *guoquan* (souveraineté nationale), *shehui* (société) et *gongyi* (intérêts publics), qui semblaient marquer une contestation du principe absolu de la monarchie ou de l'administration impériale.

La SGEJ naissante n'était pas une simple « société d'études » (*xuehui*) comme tant d'autres. Elle tendait à relayer l'action de Zhang Jian et de certains de ses amis notables, qui assumaient auprès des gouverneurs les fonctions de « super-conseiller » ou de médiateur. Bien que conquérante et critique, la position de la Société devait nécessairement déboucher sur la voie de la coopération et de la négociation avec le pouvoir. Par nature, l'éducation moderne était un « secteur public » dont l'État ne pouvait pas abandonner complètement le contrôle. L'action de la Société était également limitée par l'immensité du chantier de modernisation à ouvrir, par la prédominance du monde rural et par l'existence d'oppositions sournoises ou déterminées, que la perspective du changement faisait naître au niveau du corps social ou de la bureaucratie. De son côté, l'État ne pouvait alourdir démesurément son appareil bureaucratique et le recours aux organisations collectives était inévitable. Bien des fonctionnaires réformistes élargissaient avec les élites locales une coopération que la multiplication des tâches liées au projet de modernisation rendait de plus en plus indispensable.

La SGEJ essayait de convaincre les tenants du pouvoir que l'organisation et la participation des activistes contribueraient à réduire l'hostilité, le dissentiment persistant apparu entre le corps social et la bureaucratie. « La société, expliquait-elle, forme le point de départ de l'union, et la Société

11 « Fu Ning xuewuchu Shen guancha Tong lun guanshen banxue yijianshu » (Réponse à Sheng Tong, directeur du Bureau d'Éducation de Jiangning), *Wendu*, 1.1, p. 85.

des Affaires éducatives le point de départ de l'union du Jiangsu. De l'union de la société se développera celle de l'administration et de l'union de la Société des Affaires éducatives celle de toutes les provinces. »¹² L'introduction des concepts occidentaux renouvelait par ailleurs le vieux débat lancé successivement aux XVII^e et XIX^e siècles par des penseurs comme Gu Yanwu (1613-1682) ou Feng Guifen (1809-1874), selon lesquels l'attribution d'un certain degré d'autonomie à la société locale pouvait contenir le pouvoir des agents subalternes de l'administration et améliorer la communication entre la population et l'État. En ce sens, la création de la SGEJ marquait une étape significative dans l'édification de rapports nouveaux entre l'État et la société. Le gouvernement provincial finit par accepter l'innovation ; sous l'autorité du gouverneur réformiste Duanfang, il accorda même plus tard une aide financière à l'association.

S'inspirant du modèle offert par le Conseil municipal chinois de Shanghai, lui-même calqué sur les règlements du Conseil de la concession internationale, les promoteurs de la SGEJ prirent particulièrement soin de ménager une représentation proportionnelle de toutes les régions au sein de son Conseil général et, dans la mesure du possible, au sein de son Comité exécutif. Les structures associatives et les règles de fonctionnement reposaient sur le principe de la représentativité locale et sur la mise en jeu de procédures démocratiques : élections des responsables, délibération collective, vote de motions, etc. Mais ce principe de représentativité locale n'était pas toujours facile à mettre en œuvre. Pour assurer la liaison avec la base, la Société devait se résoudre à nommer automatiquement comme administrateur local (*huidong*) toute personnalité investie par le magistrat. La distance géographique, l'exiguïté des moyens financiers, le manque de disponibilité des animateurs locaux empêchèrent par ailleurs le fonctionnement normal du Conseil général. Suivant les règlements de la Société, ce dernier aurait dû se réunir une fois par mois. En fait, les assemblées annuelles se déroulèrent en conformité avec les statuts, en

12 « Fu Liangjiang xuewuchu lun zonghui ying she Shanghai shu » (Réponse au Bureau d'Éducation du Liangjiang à propos de la nécessité d'installer le siège de la Société Générale [des Affaires d'Études] à Shanghai), *Wendu*, 1.1, p. 12.

adoptant les projets d'importance et définissant l'orientation générale. Mais l'activité quotidienne de la SGEJ revint au Comité exécutif, qui était composé d'activistes résidant à Shanghai. Dévoués à leur cause, ceux-ci travaillaient bénévolement, tenaient des réunions hebdomadaires, menaient les enquêtes, assuraient une communication régulière entre le centre et les bases locales, traitaient les dossiers en liaison avec l'administration. Centre d'animation et médiateur par excellence, la Société fut en effet très sollicitée : les localités, les établissements et l'administration s'adressaient régulièrement à elle, cherchant à obtenir informations ou interventions sur des points difficiles relatifs à l'organisation éducative, l'administration scolaire, l'application des règlements, les problèmes financiers ou la résolution des conflits.

Dans une certaine mesure, l'organisation et le fonctionnement de la Société ressemblaient beaucoup à ceux de la Chambre de commerce de Shanghai. Celle-ci regroupait, à travers la présence de leurs dirigeants, des corporations marchandes restées autonomes. Mais le fonctionnement de la SGEJ était plus compliqué, ne serait-ce que par l'étendue de son domaine provincial d'activité. En son sein, l'organisation des compétences était calquée sur la géographie des divisions territoriales existantes. En ce sens, elle se rapprochait des modèles de la bureaucratie d'État, et plus précisément des modèles appliqués dans des États modernisés comme le Japon, où les conseils régionaux servaient de relais entre le gouvernement central et la société locale¹³. En fait, la Société visait, ni plus ni moins, à reconstruire les structures de pouvoir sur les localités.

L'édification d'un réseau de relais locaux était pour elle d'une importance capitale et elle allait consacrer une grande partie de ses efforts, de 1905 à 1907, à l'installation des sociétés d'éducation et des bureaux d'encouragement aux études (*quanxuesuo*) à l'échelle de la sous-préfecture et à la représentation du milieu éducatif auprès des nouvelles instances provinciales.

13 Les statuts de la Société avaient, pour une bonne part, été rédigés par des étudiants juristes formés au Japon.

L'édification du réseau d'antennes locales

Dès la création de la Société Générale d'Éducation du Jiangsu, une vingtaine de sociétés d'éducation locales s'étaient organisées en 1905-1906 dans les différentes sous-préfectures du Jiangsu. Celles de Jiangning, Tongzhou, Dongtai, Shanghai, Changshu, Kunshan, Wujiang, Changzhou furent les premières à les mettre en place. À partir de 1906, d'autres circonscriptions répondirent à l'appel de la Société et fondèrent leurs filiales (*zhahui*). Dans beaucoup de localités, il existait déjà des petites sociétés d'études. Mais l'ambition de la SGEJ était de constituer dans chaque sous-préfecture une organisation éducative susceptible de réunir tous les milieux concernés. Les activistes locaux devaient convoquer une assemblée représentative de ces milieux. Cette assemblée était invitée à établir des statuts et à élire des responsables.

Mais si les dirigeants de la Société, comme Ma Liang, Wang Qingmu et Xu Dinglin, aidèrent leurs « pays » — respectivement Dantu, Chongming et Ganyu — à constituer rapidement leur organisation locale¹⁴, ces procédures semblaient excéder les compétences de bien des activistes locaux, notamment dans les régions périphériques ou arriérées. Dans une lettre adressée à la Société, le Bureau d'Éducation de la sous-préfecture de Qinghe (préfecture de Huai'an) déclarait préférer attendre le retour estival des étudiants envoyés au Japon¹⁵. À Yancheng, il fallut aussi temporiser, en attendant que ces étudiants « japonais » entreprennent eux-mêmes l'élargissement d'une société d'études préexistante en société d'éducation¹⁶. Dans l'extrême nord du Jiangsu, la sous-préfecture de Suqian ne put organiser la sienne qu'après l'intervention personnelle de Zhang Jian auprès du magistrat¹⁷. Les difficultés locales étaient nombreuses, et l'aide de l'organisme central souvent sollicitée.

14 Cf. *Wendu* 1.2, p.187 ; *Wendu*, 3.3, p. 99, 106.

15 Cf. *Wendu*, 1.2, p. 56.

16 Cf. *Wendu*, 1.2, p. 55.

17 Cf. *Wendu*, 1.2, p. 67.

Les difficultés d'ordre politique

Ces difficultés prenaient à l'occasion un tour politique. Dans certains endroits, on accusa les activistes de vouloir procéder au « rassemblement de la foule » (*jutu lihui*). Dans la sous-préfecture de Gaoyou (préfecture de Yangzhou), le conseiller local considérait la société d'éducation comme « une bande séditeuse qui, sous le prétexte de réforme, exerçait une pression sur les autorités supérieures »¹⁸. Dans celle de Jinshan, les organisateurs de la société d'éducation furent soupçonnés de former une secte cultuelle (*kaitan shehui*)¹⁹. La perception d'une cotisation fut également critiquée. À Taoyuan comme à Jintan, les magistrats et les gestionnaires locaux (*dong*) accusèrent les membres de l'association de recueillir cet argent pour leur profit personnel²⁰. Les règlements officiels de 1906 entérinaient la pratique de la cotisation. Les fonctionnaires n'en voulaient pas moins ignorer le sens exact de l'acte et persistaient à le désigner comme un geste lucratif²¹.

Plus fondamentalement, le regroupement des éducateurs représentait une sorte de défi pour le pouvoir absolu dont jouissaient jusqu'alors les magistrats. L'affaire de Taizhou témoigne de cette hostilité ambivalente. En février 1906, un jeune militant de la SGEJ, Ling Wenyuan, avait créé avec ses compatriotes une société d'études à Taizhou. Mais après s'être

18 « Dong Zenglu deng baogao quandang wukong shu » (Rapport de Dong Zenglu et autres sur l'accusation calomnieuse portée par le conseiller local), *Wendu*, 1.2, p. 23-24.

19 Cf. « Zhi Su-Song-Tai dao Rui bianming Shen Jiashu deng beiwu shu » (Plaidoyer contre la fause accusation de Shen Jiashu et autres à l'adresse de Rui, intendant de circuit de la région de Su[zhou]-Song[jiang]-Tai[cang]), *Wendu*, 1.2, p. 113-115.

20 Cf. « Taoyuan pingyiyuan Zhang xundao Xiangwen baogaoshu » (Rapport de Zhang Xiangwen, conseiller général [de la SGEJ] de la sous-préfecture de Taoyuan) et « Diaochayuan Yuan xiaolian Xitao baogao Jintan xuewu qingxing shu » (Rapport de Yuan Xitao, enquêteur sur la situation des affaires éducatives dans le district de Jintan), *Wendu*, 1.2, p. 60, 193, 197.

21 Cf. « Zicheng xuebu qing mingding jiaoyuhui biangong jingfei wen » (Demande à l'adresse du ministère de l'Instruction sur la définition des moyens de financement des sociétés d'éducation), *Wendu*, 3.1, p. 4-5.

informé des intentions réformatrices des activistes, le sous-préfet du lieu ordonna sa dissolution. « Qu'une société savante, alléguait-il, s'ingère dans l'administration éducative, cela ne peut être permis, même sous un régime républicain. J'ai moi-même un peu d'instruction et ne saurais empêcher des choses nouvelles. Mais je ne peux non plus tolérer la perturbation de l'administration par des paroles séditeuses. »²² En réalité, il se sentait offensé par le fait que la Société d'Études critiquait la corruption régnant dans la gestion des ressources éducatives. L'affaire fut soumise au Bureau d'Éducation²³ et à la Société. Pour que le magistrat puisse sauver la face, cette dernière évoqua un « malentendu », mais défendit vivement auprès de l'administration provinciale le droit à l'association : « J'estime²⁴ que les administrateurs ont le devoir d'aider la Société à s'organiser et qu'ils n'ont pas le droit de dissoudre son organisation. Cela ne signifie pas que la Société se suffise à elle-même et elle doit notamment prendre en compte les soucis de l'administration. Dans le cas contraire, la Société prête *a priori* à l'administrateur l'intention de vouloir l'opprimer, et l'administrateur à la Société l'intention de vouloir faire pression sur lui en usant de la masse d'un regroupement associatif. Dans ces conditions, l'administrateur pourrait encore être un jour révoqué, alors que la Société risque de ne jamais voir son union réalisée. »²⁵

Des incidents du même genre surgirent également dans les sous-préfectures de Haizhou et de Jintan, où les magistrats estimaient que

22 « Taizhou mu Zhang baogao chexiao zongli ziyang dian » (Télégramme du magistrat Zhang à propos de la révocation du président), *Wendu*, 1.2, p. 30-31.

23 Les Bureaux d'Éducation furent installés par les gouverneurs provinciaux vers 1904-1905. À partir de 1907, ce sont des organes statutaires sous la double direction du ministère de l'Instruction et du gouvernorat. Il y en avait deux dans la province du Jiangsu.

24 Dans les premières années de la SGEJ, les courriers adressés à l'administration portent le nom personnel de Zhang Jian. Mais ils sont pour la plupart de la plume du secrétaire général. Voir Shen Tongfang, « Jiangsu xuewu zonghui wendu chubian xuli mucì » (Préface et table des matières des documents de la Société Générale des Affaires d'Études du Jiangsu), *Wendu*, 1, p. 3.

25 « Zhi Liangjiang xuewuchu Shen guancha Tong shu » (Lettre à l'adresse de Shen Tong, directeur du Bureau d'Éducation du Liangjiang), *Wendu*, 1.2, p. 33.

l'organisation de l'enseignement relevait de leur responsabilité. Le fait d'édifier une société indépendante du contrôle administratif leur semblait contraire à la tradition. Car si la *gentry* participait jusqu'alors fréquemment aux affaires publiques, elle le faisait à l'invitation du magistrat et non en tant que groupe social autonome. Les gestionnaires locaux présents aux divers échelons — quartier (*tu/bao*)²⁶, canton (*xiang*), bourgade (*zhen/shi*) — et les administrateurs généraux (*zongdong*) qui opéraient parfois à celui de la sous-préfecture étaient des membres de la *gentry* associés à l'administration et mandatés par les magistrats ou les communautés²⁷. La différence fondamentale entre les gestionnaires locaux et la nouvelle forme d'association, c'est que les premiers exerçaient à titre individuel des fonctions semi-officielles, alors que les seconds se réclamaient d'un droit d'association et d'une personnalité juridique (*faren*) indépendante du pouvoir de l'administration.

Jusqu'alors, les élites locales participaient à la gestion de l'enseignement traditionnel, mais celle-ci restait diversifiée, compartimentée, soumise à la bonne entente entre le magistrat et la *gentry*. Or, la nouvelle organisation visait à renforcer et à unifier l'administration éducative, donc à retirer aux fonctionnaires et notables locaux une part de leurs prérogatives. Même si elle n'était pas systématique, leur hostilité était prévisible dans bien des cas. Au Jiangsu, la confrontation entre les deux camps était surtout marquée dans les régions périphériques ou arriérées. Ailleurs, comme dans les centres

26 Les *tu* ou *bao* (*baojia*) étaient des divisions du système de défense mutuelle qui regroupaient une centaine de familles. À la fin des Qing, ils sont devenus des divisions territoriales de l'administration.

27 Les appellations, la qualité personnelle, la nomination et la rémunération des conseillers sont extrêmement diversifiées. Certains se vouent aux intérêts locaux, d'autres deviennent de véritables calamités pour le pays. Sur cette diversité, voir Hsiao Kung-ch'uan, *Rural China. Imperial Control in the Nineteenth Century*, Seattle, University of Washington Press, 1960 ; « Minzhengbu zouqing chi gesheng chabao xiangshe qingxing yi zhong zhiben zhe » (Mémoire du ministère de l'Intérieur, demandant à la Cour d'ordonner aux provinces d'enquêter et de rapporter la situation des organismes communautaires de sorte que leur remise en valeur serve à couper le mal à sa racine), *Dongfang zazhi*, 1906, 3.4, p. 9216-9217.

commerciaux et aux environs de Shanghai, l'ouverture des mentalités et l'état des rapports de force favorisaient l'esprit de tolérance et de coopération.

Les difficultés liées aux incertitudes du cadre juridique

Cela dit, la confusion et l'ambiguïté régnaient sur les fonctions respectives du bureau d'éducation et de la société d'éducation. En réalité, le premier n'était qu'un simple rouage de transmission bureaucratique, alors que la seconde permettait de rassembler dans une même structure les divers partenaires concernés. Dans bien des localités, les premiers bureaux d'éducation avaient été mis en place par les activistes réformateurs, qui organisèrent eux-mêmes, en même temps ou par la suite, les sociétés d'éducation. Les mêmes hommes assumaient bien souvent les responsabilités des deux institutions. C'était le cas à Shanghai, Suzhou, Wuxi, Changshu, Tongzhou et Jiangning. En appelant les bureaux d'éducation et les sociétés d'éducation locaux à lui envoyer leurs délégués, la SGEJ elle-même ne distinguait guère leurs fonctions respectives : « À l'origine, expliquait-elle, ce sont les sociétés d'études qui menaient les affaires éducatives. Les bureaux d'éducation faisaient partie de celles-ci et cela ne devait pas aboutir à la division [...]. »²⁸ Mais dans d'autres sous-préfectures, les deux organismes entrèrent rapidement en conflit. Recevant l'ordre d'installer la nouvelle administration, les magistrats nommaient eux-mêmes à la direction du bureau d'éducation d'anciens conseillers partageant leurs vues. Les conflits étaient inévitables : « Les milieux de l'enseignement mécontents s'organisent en Société d'Éducation et les directeurs du Bureau d'Éducation s'y opposent par jalousie. Cette situation est à l'origine des querelles récentes entre les fonctionnaires et des membres de la *gentry*, et au sein même de celle-ci. »²⁹

28 « Fu Taizhou xuehui shu » (Réponse à la Société d'Éducation de Taizhou), *Wendu*, 1.2, p. 42.

29 *Ibid.*, p. 42-43.

L'un des principaux obstacles de l'organisation locale résidait donc dans la répugnance des magistrats et de certains hauts fonctionnaires à accepter la forme même d'une association. L'État Qing se méfiait depuis toujours de l'immixtion des lettrés dans les affaires de l'administration locale. Les associations d'individus — sociétés secrètes, sectes religieuses ou groupes de lettrés — étaient strictement interdites. Le fait d'intervenir dans l'administration pouvait coûter aux coupables le retrait de leurs titres impériaux. À l'opposé, les activistes estimaient qu'il ne s'agissait guère des factions de lettrés-fonctionnaires comme sous les Ming, mais d'une forme de participation indispensable pour mener à bien l'œuvre de modernisation³⁰.

L'idée d'une association de citoyens prenait donc un tour particulier en Chine au début du siècle. Importée d'Occident et du Japon, elle venait tout juste d'être autorisée par la Cour en 1904. Légalisées, les sociétés d'éducation ne bénéficiaient pas pour autant de garanties juridiques précises. Les activistes faisaient valoir un droit de regard et un droit de parole sur les affaires de l'enseignement. Mais ce principe n'était inscrit nulle part en clair et il n'était pas accepté, loin de là, par tous les fonctionnaires et par tous les membres des élites locales.

Tout en manifestant un esprit conciliant dans la résolution des incidents, la SGEJ tentait de convaincre le pouvoir provincial des vertus du principe d'association. Elle envoya d'ailleurs, au début de 1906, un long plaidoyer à l'examineur provincial³¹ et au directeur du Bureau d'Éducation du Liangjiang. Évoquant la politique officielle de collaboration entre le gouvernement et la *gentry*, la SGEJ estimait que le temps du maintien du corps social à l'écart des affaires publiques était révolu, que les exemples de l'Occident et du Japon démontraient le rôle positif de nouvelles formes associatives dans la modernisation socio-politique des États. Elle allait même jusqu'à invoquer la nécessaire division des pouvoirs législatif et

30 Cf. « Shang Jiangsu xuezheng Tang tiaochen xuewu shu » (Lettre à Tang, examinateur provincial, à propos des affaires éducatives) et « Fu Ning xuewuchu Shen guancha Tong lun guanshen banxue yijianshu » (Réponse à Shen, directeur du Bureau d'Éducation du Liangjiang), *Wendu*, 1.1, p. 64-65 et 83-84.

31 Le décret impérial du 25 avril 1906 remplacera l'examineur provincial (*xuezheng*) par le commissaire provincial d'éducation (*tixueshi*).

exécutif³² : dans le contexte de l'époque, cette division reconnaissait un pouvoir gouvernemental en matière de sanction, mais comportait un partage des prérogatives avec les élites locales.

Mais avant que les sociétés d'éducation n'acquière en 1906 la légalité juridique, les activistes ne pouvaient attendre de l'administration qu'elle entérine sans rechigner toutes leurs organisations et toutes leurs innovations. Écartant volontiers tout débat de principe, les autorités les mieux disposées préféraient répondre aux demandes des réformateurs sous la forme traditionnelle des dispenses de faveurs. Finalement, les règlements sur les sociétés d'éducation promulgués en septembre 1906 les placèrent sous le contrôle du magistrat et du commissaire d'éducation provincial. Ces personnalités avaient pour fonction d'aider l'administration éducative³³.

En intégrant officiellement les sociétés d'éducation dans le système d'enseignement, l'État entérinait la position privilégiée des élites locales en la matière, mais renforçait en même temps son contrôle. La mise en place des instances administratives provinciales et locales — le *tixueshi* (commissaire provincial d'éducation) et le *quanxuesuo* (bureau d'encouragement aux études) —, censées fixer les responsabilités respectives et les rapports de connexion entre la hiérarchie et les sociétés d'éducation, participait de la même volonté d'association et d'encadrement.

Développement du réseau d'antennes locales

Le nouveau cadre juridique répondait aux revendications des activistes, aux critiques de l'opinion publique envers la bureaucratie et à la nécessité d'élargir les obligations du pouvoir central. Le ministère de l'Instruction explicitait d'ailleurs clairement son propos : « Nous pensons que la vulgarisation de l'enseignement est le premier principe de l'éducation. Mais

32 Cf. « Shang Jiangsu xuezheng Tang tiaochen xuewu shu » ; « Fu Ning xuewuchu Shen guancha Tong lun guanshen banxue yijianshu », *Wendu*, 1.1, p. 64-66 et 83-87.

33 Cf. « Xuebu zouding jiaoyuhui zhangcheng » (Règlements sur les sociétés d'éducation établis par le ministère de l'Instruction), *Wendu*, 1.1, p. 19-20 ; *Dongfang zazhi*, 1906, 3.9, p. 7503-7508.

l'immensité du territoire chinois et l'importance de sa population rendent difficile la réalisation de cet objectif si l'on compte seulement sur l'administration et le corps des fonctionnaires locaux. Les contacts entre le haut et le bas, la communication entre *guan* (administration) et *shen* (*gentry*) sont absolument nécessaires. L'enseignement local ne pourra se développer que si l'insuffisance des *guan* est compensée par le recours aux *shen*. »³⁴ Les règlements ministériels donnèrent effectivement un sérieux coup de pouce à l'organisation des sociétés d'éducation : « Depuis la promulgation de leurs statuts, les sociétés d'éducation de diverses provinces se sont progressivement constituées »³⁵, écrivait Huang Yanpei, l'un des plus dynamiques activistes de la SGEJ. En tout cas, les obstacles ou l'obstruction souvent multipliés par les fonctionnaires locaux s'atténuèrent et les sociétés d'éducation locales connurent un véritable essor entre 1907 et 1908.

Dans une certaine mesure et dans leurs grandes lignes, les objectifs de la SGEJ ne différaient guère de ceux du pouvoir. Si elle s'efforçait d'aider les localités à mettre sur pied leurs sociétés d'éducation, c'est justement parce qu'elle visait à mieux mobiliser et à mieux gérer leurs ressources en vue de l'implantation harmonieuse et efficace d'un service public. Cette implantation requérait le remplacement plus ou moins large du contrôle direct auquel étaient habituées les élites locales par un contrôle uniformisé. Mais cette évolution impliquait une réorganisation du pouvoir politique sur la base de nouvelles coalitions.

De 1905 à 1908, la SGEJ réussit tant bien que mal à mettre en place ses réseaux locaux. D'une vingtaine lors de sa création, les antennes se généralisèrent vers 1908 dans la plupart des sous-préfectures de la province. Un certain nombre d'organisations locales restaient néanmoins extrêmement

34 « Xuebu zou zhouni jiaoyuhui zhangcheng zhe », *Dongfang zazhi*, 1906, 3.9, p. 7503.

35 « [...] la Société Générale d'Éducation du Jiangsu se montrait capable d'unir les enseignants aux milieux de la province. Elle tâchait de réduire la méfiance que bien des bureaucrates des Qing nourrissaient à l'égard des enseignants, de contrecarrer leurs actes arbitraires ou leur obstruction. C'est pour la placer sous son contrôle que le ministère de l'Instruction promulgua le statut des sociétés d'éducation. » Huang Yanpei, *Zhongguo jiaoyu shiyao* (Histoire abrégée de l'éducation chinoise), Shanghai, Shangwu yinshuguan, 1931, p. 108.

fragiles. Leur position était parfois intenable et il arrivait que personne ne voulût prendre sur place la responsabilité de l'association³⁶. Les démissions des présidents de société d'éducation étaient très fréquentes. Entre 1906 et 1908, la Société reçut chaque année au moins une dizaine d'appels des sociétés d'éducation locales, qui se plaignaient d'être victimes des attaques de potentats épaulés par des fonctionnaires³⁷.

Malgré de nombreux obstacles, la SGEJ et ses militants persistaient dans l'édification des réseaux locaux. Elle distribuait des documents pour aider ses filiales à se familiariser avec les procédures officielles. En cas de conflit, elle intervenait auprès des membres de l'administration ou envoyait sur place des enquêteurs. Ces derniers s'employaient à régler les problèmes à l'amiable en ménageant la susceptibilité de l'administration et en recourant, quand il le fallait, à l'arbitrage au moins nominal des magistrats. Grâce à des efforts soutenus, le réseau d'antennes locales de la Société prit progressivement forme. Un recensement de 1908 compte cinquante-six sociétés d'éducation à l'échelon de la sous-préfecture. Six seulement des soixante-treize circonscriptions (Jiangpu, Baoying, Taihu, Jinghu, Jingjiang, Taiping) n'avaient pas encore créé leur société d'éducation. Dans les régions où coexistaient plus ou moins deux ou trois sous-préfectures très voisines³⁸, les activistes avaient devancé la refonte de l'administration en se regroupant dans une même antenne locale. Il est intéressant de noter que des préfectures périphériques relativement démunies, comme Huai'an et Xuzhou, disposaient alors d'un réseau complet d'associations éducatives.

La plupart d'entre elles furent mises en place avant la fin de l'année 1907, et furent légalisées après coup par une inscription officielle auprès

36 Cf. « Taixing gongju daibiao shu » (Rapport sur les élections des délégués de Taixing), *Wendu*, 1.2, p. 77-78.

37 Évaluation à partir des trois premiers volumes des documents de la SGEJ, 1906-1908.

38 Pour répondre à la croissance démographique et au développement économique de certains centres, la bureaucratie avait parfois procédé à la subdivision des administrations préexistantes. Suzhou, par exemple, dépendait de trois sous-préfets, Jiangning, Wuxi et Changshu de deux. Cela étant, les *yamen* des subdivisions nouvelles pouvaient fort bien être installés dans la même cité. C'était le cas à Suzhou.

de l'administration. Le nombre des adhérents variait d'une trentaine à plus de deux cent soixante-dix personnes, en fonction de leur capacité de rassemblement. Ces chiffres étaient sans aucun doute très inférieurs au nombre de lettrés présents dans la province³⁹, alors même que l'adhésion de personnes non lettrées était possible. En dehors de quelques notables locaux, les associations éducatives semblaient regrouper surtout le personnel — enseignants et administrateurs — des écoles nouvelles, suivant en cela la même tendance que la SGEJ centrale. Si l'on prend l'exemple de la Société d'Éducation de Changshu/Zhaowen, qui couvrait deux sous-préfectures peuplées, géographiquement imbriquées et destinées à être regroupées après 1912, on compte deux cent soixante-treize adhérents. En 1909, ces circonscriptions employaient cent quatre-vingt-neuf personnes (professeurs et employés compris) dans l'enseignement moderne. Mais les enseignants traditionnels (*shushi*) étaient probablement beaucoup plus nombreux, puisque « les élèves des écoles traditionnelles (*sishu*) étaient dix fois plus nombreux que ceux des écoles nouvelles »⁴⁰. La Société d'Éducation de Shanghai stipula explicitement que tous les titulaires des différentes catégories de baccalauréat pouvaient être membres de l'association⁴¹. Mais de manière générale, l'opposition des intérêts et l'hostilité réciproque entre les deux camps les poussaient plutôt à la division.

Le recensement de la population par sous-préfecture fait état de larges disparités géographiques et démographiques entre les différents secteurs. On vient de voir que les écoles nouvelles de la grande « double sous-préfecture » de Changshu/Zhaowen employaient cent quatre-vingt-neuf personnes ; en 1912, celle de Chuansha n'en faisait travailler que cinquante-

39 Chang Chung-Li évalue à 105 458 le nombre total des lettrés du Jiangsu (titres acquis par les examens et par l'achat) après la Rébellion des Taiping. Ce qui donne une moyenne de 1 445 par sous-préfecture : *The Chinese Gentry*, Seattle, University of Washington Press, 1955, tableau n° 32, p. 164.

40 *Changshu shizhi* (Monographie de la municipalité de Changshu), Shanghai, Shanghai renmin chubanshe, 1990, p. 702, 736.

41 Cf. « Shanghai xuewu gonghui caozhang » (Statuts provisoires de la Société des Affaires d'Études de Shanghai), *Wendu*, 1.2, p. 119.

quatre⁴², mais elle était l'une des plus petites de la province. Dans l'ensemble, les inégalités de développement des nouvelles structures semblent avoir reflété celles du « milieu ». Les « petites » sous-préfectures, dont la population variait entre cent mille et trois cent mille habitants, comme Ganyu, Qingpu, Taicang/Zhenyang, Jiading, Baoshan, etc., possédaient un effectif réduit — entre quarante et soixante personnes —, tandis que les « grandes » sous-préfectures, dont la population variait entre huit cent mille et plus d'un million d'habitants (en regroupant éventuellement ceux de deux ou trois sous-préfectures d'avant 1912), comme Yancheng, Tongshan, Tongzhou, Suzhou, Changzhou, etc., comptaient plus d'une centaine d'adhérents. Toutefois, certaines zones non moins importantes — Andong, Suqian, Haimen, Danyang — semblaient rencontrer plus de difficultés à se développer, alors que les succès enregistrés dans des sous-préfectures de taille petite et moyenne, comme Wujiang/Zhenze, Kunshan/Xinyang, Huating/Louxian, Nanhui, étaient frappants. Dans la région pauvre de Xuzhou, il est curieux de constater que cinq sous-préfectures sur huit recensaient plus d'une centaine d'adhérents chacune, dont plus de deux cents pour la petite sous-préfecture de Peixian !

Rôle de la Société Générale d'Éducation du Jiangsu et de ses antennes dans la restructuration des institutions locales

Malgré le large éventail des questions motivant les interventions de la Société Générale d'Éducation du Jiangsu dans le domaine général de l'éducation, les affaires locales absorbaient la part la plus importante des activités de ses responsables. Cette tendance découlait de la structure même de la Société, initialement formée d'un rassemblement de notables et de membres des élites urbaines. Jouant son rôle d'intermédiaire entre les représentants de l'État et les activistes de la base, la Société centrale adaptait de son mieux ses antennes locales aux nouvelles règles du jeu.

42 Cf. *Chuansha xianzhi* (Monographie de la sous-préfecture de Chuansha), Shanghai, Shanghai renmin chubanshe, 1990, p. 764.

La SGEJ ne disposait pas d'un pouvoir de commandement sur ses antennes locales. En précisant que la société d'éducation provinciale et les sociétés d'éducation locales entretenaient des rapports de coordination et non des rapports de subordination, les règlements impériaux de 1906 avaient d'ailleurs été rédigés pour lui éviter toute tentation. De toute façon, elle n'aurait pas eu les moyens d'assumer des fonctions directoriales. C'est par son action et par sa volonté affichée d'être porteuse d'un projet de changement qu'elle tentait d'honorer sa mission.

Sous l'impulsion de la SGEJ et en vertu des nouveaux règlements impériaux, un « Bureau d'encouragement aux études » fut mis en place entre 1906 et 1907 dans la plupart des sous-préfectures du Jiangsu. Les activistes avaient acclamé les décisions de la Cour et s'étaient montrés ravis de voir déléguer la direction des affaires éducatives à la *gentry*. Plus proche de la communauté locale, celle-ci serait, pensaient-ils, plus apte que les fonctionnaires à la promotion d'un enseignement moderne⁴³. Or, en dépit de l'institutionnalisation du pouvoir de nouvelles élites et de l'introduction de procédures électives dans des localités, les administrateurs de l'éducation eurent beaucoup de mal à imposer leur autorité. L'extension des compétences de l'État et de la *gentry* eut pour effet de cristalliser les divisions des élites locales.

En remettant aux localités la direction et le financement de l'enseignement primaire, l'État attisait les convoitises. De fait, les conflits internes entre membres de la *gentry* — lettrés et petits notables locaux — prirent rapidement une ampleur sans précédent. Tous les moyens étaient bons : procès, rumeurs, calomnies, rixes... Les responsables des nouvelles institutions scolaires, les inspecteurs de sous-préfecture, les chefs d'établissement étaient les plus visés. Mais personne n'était à l'abri, ni les principaux dirigeants de la SGEJ, ni les notables les plus réputés, comme Zhang Jian ou Sha Yuanbing, ni les membres du Conseil municipal de Shanghai. Certains de ces conflits prenaient le caractère de querelles personnelles, d'autres opposaient des groupuscules. La Société se vit rapidement obligée de consacrer une grande part de son énergie au traitement de cette situation conflictuelle et confuse.

43 Cf. *Wendu*, 2.1, p. 1-2.

Les problèmes naissaient souvent de la jalousie ou des rumeurs. Ainsi dans la sous-préfecture de Jiangning, des lettrés réclamèrent la destitution de l'inspecteur en raison de son incompétence et de sa mauvaise conduite : il avait loué son domicile dans l'immeuble même du Bureau d'Éducation et, d'après les on-dit, il délaissait scandaleusement sa mère au profit de sa femme... Or, l'enquête démontra que l'inspecteur en question menait une vie familiale irréprochable et qu'il se consacrait activement à la création et à l'amélioration d'une dizaine d'écoles primaires en ville et à la campagne⁴⁴. Les directeurs d'école primaire supérieure, l'institution la plus dotée de la sous-préfecture, étaient inévitablement accusés de s'enrichir aux dépens de l'établissement. Les responsables des bureaux d'encouragement aux études, auxquels revenaient des attributions financières, connaissaient le même sort. Shen Wenhan, notable de Taixing, devait ainsi rapporter à la Société que trois directeurs du Bureau d'encouragement aux études, rebutés par les difficultés financières et les calomnies non fondées, avaient démissionné en moins de deux ans⁴⁵. La multiplication des attaques était sans doute liée à la rémunération des directeurs d'école (de quarante à quatre-vingts yuans par mois) et des inspecteurs-administrateurs (de trente à quarante yuans), ainsi qu'au pouvoir financier particulier de ces derniers : « Tout compte fait, expliquait la Société, au commencement d'une nouvelle époque, il est difficile pour les responsables d'une réforme de satisfaire tout le monde. » La jalousie et la suspicion étaient d'autant plus vives que les appointements étaient maintenant supérieurs à ceux de l'ancien corps des lettrés⁴⁶. Le journal *Le Temps* notait : « La plupart des procès liés à l'enseignement (*xuewu susong*) utilisent les mêmes termes : "accaparement du pouvoir et détournement de fonds." »

Derrière les procès d'intention se cachaient évidemment parfois des rancunes personnelles. C'est pour des raisons familiales qu'un étudiant de Rugao porta plainte auprès du commissaire d'éducation contre Sha Yuanbing, président de la Société d'Éducation locale, en l'accusant de détournement de fonds⁴⁷. Vers 1905-1906, Zhang Jian proposa de réunir

44 Cf. l'affaire de Jiangning : *Wendu*, 4.2, p. 24-28.

45 Cf. l'affaire de Taixing : *Wendu*, 3.2, p. 136-138.

46 Cf. *Wendu*, 4.2, p. 25-26.

47 Cf. l'affaire de Rugao : *Wendu*, 2.2, p. 145-152.

les fonds de quatre sous-préfectures voisines pour la fondation d'une école secondaire commune : il fut accusé par des notables de Haimen⁴⁸, qui répandirent tracts et rumeurs, de vouloir monopoliser le pouvoir⁴⁹. Certains lettrés recouraient aux moyens de communication modernes pour attaquer leurs rivaux : le vice-président de la Société d'Éducation de Haimen lut un jour dans la presse shanghaienne une lettre anonyme dénonçant ses prétendus vices : détournement de fonds publics (*tunshi gongkuan*), fréquentation de prostituées, goût pour les jeux, propension arriviste à l'intrigue (*piao du zuanying*)⁵⁰.

Dans leur course au pouvoir, certains protagonistes n'hésitaient pas à lancer des accusations venimeuses, d'ordre idéologique ou politique, auxquelles ils espéraient sensibiliser la hiérarchie administrative. C'est ainsi que le président du Bureau d'Éducation de la sous-préfecture d'Andong fut écrasé, accusé d'avoir endommagé le Temple de Confucius et propagé l'anticonfucianisme⁵¹. Les adversaires de Suqian dénoncèrent la tenue occidentale et antimandchoue de leur rival, le président de la Société d'Éducation⁵². Mécontents des effets d'une inspection, des enseignants de Chuansha prétendirent signaler aux autorités que l'inspecteur Huang Yanpei, jadis impliqué dans une affaire politique (Dang'an, 1903⁵³), continuait à répandre un discours antidynastique dans l'École Pudong dont il avait la responsabilité⁵⁴.

La prolifération des conflits était telle que le gouverneur de l'Anhui ordonna en 1909 aux fonctionnaires locaux la clarification des procès liés à l'enseignement : « Depuis l'ère des écoles nouvelles, de vils potentats

48 Petite sous-préfecture (*ting*), Haimen avait un statut spécifique qui la rattachait directement à l'administration provinciale, probablement en raison de sa position stratégique. À l'époque, ce statut la séparait donc de Tongzhou.

49 Cf. l'affaire de Haimen : *Wendu*, 1.2, p. 78-84, Suppléments, p. 1-4.

50 Cf. l'affaire de Haimen : *Wendu*, 3.2, p. 139-143.

51 Cf. l'affaire d'Andong : *Wendu*, 2.2, p. 73-91.

52 Cf. l'affaire de Suqian : *Wendu*, 3.2, p. 107-123.

53 En 1903, Huang Yanpei fut accusé d'avoir tenu des propos hostiles à la dynastie lors d'une réunion publique. Traîné en justice, il échappa à la sentence grâce à l'aide des missionnaires et s'enfuit pour quelques mois au Japon.

54 Cf. l'affaire de Chuansha : *Wendu*, 3.2, p. 179-181.

locaux se disputent plus les ressources qu'ils ne se préoccupent de l'intérêt public. Les offices locaux se consacrent plus aux procès qu'à la promotion des études. L'éthique publique s'est obscurcie et les querelles personnelles se sont multipliées : les individus s'adonnent à la destruction quand ils n'ont pas eu le pouvoir pour eux-mêmes ou quand les succès ont été remportés par autrui [...]. »⁵⁵ L'élargissement de la participation des personnalités locales accroissait évidemment le nombre des partenaires potentiels. Les jeunes activistes se dressaient contre le monopole des anciens responsables établis. Les retardataires exigeaient leur part du gâteau... Mais le phénomène était également révélateur des difficultés de pénétration de l'État dans les localités et de l'institutionnalisation d'un pouvoir local.

Ces difficultés ne provenaient pas seulement de la résistance à l'innovation des anciennes structures administratives ; elles traduisaient aussi la méfiance des administrés. Les responsables d'institutions éducatives étaient beaucoup plus vulnérables que des fonctionnaires disposant d'un type de pouvoir étranger aux rapports coutumiers entre l'État et les particuliers. Dans le système traditionnel d'autorité, le particulier reconnaissait celle de l'État, puis seulement celle de la famille, celle du clan (*zongzu*) et à la rigueur celle de la corporation. La société chinoise semblait soumise à une autorité anonyme à l'extérieur et s'autogérait par compartiments à l'intérieur⁵⁶. La présence de l'État restait imperceptible à l'échelon local : ses seules figures étaient celles du magistrat de la sous-préfecture et de quelques fonctionnaires dans les grands bourgs. Entre l'État et la société il n'existait guère de structure organique intermédiaire à l'exception des services affectés à la sécurité (*baojia*) et à la perception de l'impôt, dont la légitimité, précisément, ne fut jamais bien établie⁵⁷. Sans

55 *Jiaoyu zazhi*, 1909, 1.4, p. 326.

56 Léon Vandermeersch, « Pouvoir d'État et société civile dans la tradition confucianiste », in *Études sinologiques*, Presses Universitaires de France, Paris, 1994, p. 331-346.

57 Dans son étude sur le delta du Yangzi, Philip C. Huang explique que dans cette région, il n'existait pas d'organisation politique à l'échelle du village en dehors de celle des clans : *The Peasant Family and Rural Development in the Yangzi Delta, 1350-1988*, Stanford, Stanford University Press, 1990, chapitre 8, p. 149-152. Dans son étude sur les rapports de pouvoir dans la Chine rurale du xix^e

doute des notables avaient-ils toujours été appelés à seconder l'administration, à gérer des édifices d'intérêts publics, mais pour des missions individuellement définies et soigneusement délimitées. Or, le Bureau d'encouragement aux études et la Société d'Éducation, auxquels revenaient des missions de supervision, d'administration et de financement, institutionnalisèrent un pouvoir intermédiaire permanent⁵⁸. La SGEJ et les activistes avaient beau recourir à l'élection des responsables, ceux-ci restaient, aux yeux de nombreuses personnes, les représentants de certains groupes ou de certaines familles. La Société l'avait bien noté dans l'affaire de Rugao : « Les gens de l'endroit qui se sont voués à la promotion de l'enseignement se trouvent nécessairement liés à d'autres affaires locales. Si l'on mélange tout pour en faire des procès, les administrateurs ne sauront plus où mettre le pied et ne pourront plus respirer. »

Le nombre relativement élevé d'émeutes contre l'école était lié à facteurs socio-économiques divers : mauvaise conjoncture économique, prélèvement fiscal en hausse, désordre monétaire, occupation des locaux religieux, etc.⁵⁹ Toutefois, la manipulation de mécontentements populaires semblait y jouer un rôle particulièrement important. Cette situation, impensable dans le cadre traditionnel, faisait écrire à un journaliste : « Autrefois le peuple opprimé par les fonctionnaires et leurs subalternes n'osait pas donner libre cours à son mécontentement, parce qu'il estimait que le rapport de forces lui était défavorable. Maintenant qu'ils sont remplacés par des notables, il rencontre un rapport de forces bien plus favorable pour les affronter. »⁶⁰ Au-delà des

siècle, Hsiao Kung-ch'uan a décrit leur évolution en faveur, soit de l'État, soit des élites locales, ainsi que les conflits semblables à ceux qui sont décrits ici, *op. cit.*, chapitre 10, et en particulier p. 412-453 et 472-486.

58 Wang Shuhuai a évoqué les changements fonctionnels effectués entre l'ancien régime de l'assistance de la *gentry* et le nouveau régime de l'autonomie locale : « Qingmo Jiangsu difang zizhi fengchao » (Les troubles contre l'autonomie locale au Jiangsu à la fin des Qing), *Zhongyang yanjiuyuan jindaishi yanjiusuo jikan*, 1977, 6, p. 313.

59 Sur ce problème, voir ma thèse, chapitre IV.4, section « Les émeutes et l'hostilité contre l'école » et ses références, p. 229-236.

60 « Huixue guojing cheng fengqi ye » (La destruction de l'école entre-t-elle dans les mœurs ?), *Dongfang zazhi*, 1910, 7.11, p. 78.

apparences, c'est la légitimité même de toute institution de type d'« autonomie locale » qui était en cause, en dépit de l'officialisation et de la nomination des mandataires. Dans un domaine où ils n'étaient plus directement soumis aux forces de coercition de l'État, les mécontents rejetaient paradoxalement l'autorité de leurs semblables.

La SGEJ avait conçu les sociétés d'éducation comme des assemblées de l'opinion publique. Mais la pratique du débat était étrangère à beaucoup de protagonistes, qui préféraient recourir à des moyens extrêmes pour éliminer leurs rivaux. Un enquêteur de la Société écrivait, lors de l'affaire d'Andong : « Si l'on entend vraiment améliorer et réviser [les affaires d'études], on peut en discuter, les passer en revue et, en cas de différends, recourir à l'arbitrage ou les soumettre à la réunion publique. Il ne me semble pas nécessaire d'engager des poursuites judiciaires. »⁶¹ Le conseiller administrateur de Taixing, Shen Wenhan, témoignait dans le même sens : « En matière d'enseignement, les mœurs sont superficielles, et cela parce que le tort et le bon droit ne sont pas définis, parce que chacun tient à son opinion sans concession et parce que la juridiction compétente n'est pas établie [...]. J'ai peur pour plus tard que personne ne veuille plus s'occuper des affaires publiques locales et que les gens ne cherchent plus qu'à se préserver des obligations extérieures. Ce qui entraînera des changements non négligeables dans les coutumes politiques. »⁶² De fait, les rivalités étaient telles que certaines localités n'avaient pas de véritables animateurs.

La SGEJ s'efforçait de rester maîtresse du jeu. Elle mobilisait ses militants pour vérifier les accusations lancées, pour ménager confrontations et conciliations. Les rapports de ses enquêteurs étaient soumis à l'administration, aux bureaux d'éducation, surtout, plus qu'aux fonctionnaires locaux. Elle renforçait ainsi la communication entre le pouvoir et le corps social et tentait d'influencer le cours des choses en faveur d'un état de droit et d'une ouverture politique. Pour les délits diffamatoires, elle réclamait l'application de la loi sur la fausse accusation⁶³.

61 *Wendu*, 2.2, p. 87.

62 *Wendu*, 3.2, p. 137-138.

63 Notamment lors de l'affaire de la sous-préfecture d'Andong, voir *Wendu*, 2.2, p. 89-90.

Quand de jeunes activistes étaient mis en cause, les notables réformateurs faisaient appel à l'esprit d'ouverture et à l'indulgence du pouvoir. Ils prêchèrent l'indulgence lors de l'affaire politisée de Chuansha, dans laquelle était impliqué Huang Yanpei. Duanfang fit semblant de leur donner raison, tout en procédant avec le commissaire d'éducation à une enquête sur l'École Pudong. Grâce au plaidoyer ferme de Yang Sisheng, mécène de l'établissement, Huang Yanpei ne s'en tira pas trop mal⁶⁴. Le contrôle de l'État demeurait sévère, mais la nécessité de sauver le régime obligeait le pouvoir à tenir compte des activistes locaux. Sensibles aux enjeux de la modernisation, certains hauts fonctionnaires n'hésitaient pas à épauler énergiquement l'intervention de la SGEJ et à se concerter avec ses dirigeants⁶⁵.

64 Le commissaire d'éducation Mao Qingfan eut une très mauvaise impression de Huang Yanpei lors de son inspection à l'École Pudong, entreprise en octobre 1907 sur plaintes ou dénonciations d'habitants de Chuansha. Il avait noté la présence d'élèves en tenue occidentale ou sans natte, et l'existence de cours de bouddhisme. Il avait convoqué secrètement Yang Sishen pour l'interroger sur les tendances « révolutionnaires » de Huang Yanpei et prescrit une nouvelle vérification sur place. Après quoi il décida de destituer Huang Yanpei de ses fonctions d'inspecteur, tout en lui conservant celles de directeur d'école et en lui interdisant de poursuivre son activité dans le journal hebdomadaire de Pudong. Il demanda par ailleurs aux autorités de Shanghai et de Chuansha de le surveiller : Jiangsu xuewu gongsuo (éd.), *Jiangsu xuewu wendu* (Documents des affaires éducatives du Jiangsu), Suzhou, 1910, *erbian*, vol. 2.

65 Gouverneur général du Liangjiang entre 1906 et 1909, Duanfang intervenait en personne dans beaucoup d'affaires concernant l'éducation. Le ferme soutien qu'il apportait à la SGEJ a grandement joué dans l'ascension de celle-ci. Saisi d'une affaire de dénonciation calomnieuse, le commissaire d'éducation de Jiangning Chen Zili écrivait par ailleurs à la Société : « Ces temps-ci, des lettrés fourbes et vils (*diaosheng liejian*) convoitent les fonds publics, et lorsque leurs désirs n'ont pas été satisfaits, ils salissent et accusent autrui sans motif. Ce sont de véritables insectes rongeurs pour le milieu de l'enseignement et il faut en punir sévèrement quelques-uns afin de mettre les autres en garde » (*Wendu*, 3.2, p. 135).

Les efforts d'arbitrage de la Société Générale d'Éducation du Jiangsu et l'apprentissage du régime représentatif

Au centre de toutes ces forces contradictoires se dégage le profil, tout en nuances, du rôle que la Société eut le plus souvent à jouer : celui d'un arbitre, palliant les lacunes, remédiant aux abus, conciliant les points de vue. En tout cas, elle persistait dans ses efforts pour améliorer et déployer ses organisations locales. Mais à cet échelon, l'inexpérience des responsables et l'inadaptation du corps social étaient généralement très grandes.

En matière financière, l'improvisation était souvent la règle. Dans les sous-préfectures de Qinghe et de Yancheng, par exemple, les sociétés d'éducation étaient accusées d'usurpation des fonds. Rendus sur place, les enquêteurs de la SGEJ constatèrent surtout que les ressources étaient mal budgétisées : ils aidèrent les responsables à apurer leurs comptes et les poussèrent à transférer leur gestion financière à la direction du Bureau d'encouragement aux études⁶⁶. Comme l'absence de transparence comptable était souvent en cause dans la naissance de rumeurs, les envoyés spéciaux et les correspondants de la Société recommandaient systématiquement l'affichage des comptes des institutions éducatives et des écoles communautaires.

La position privilégiée des écoles primaires supérieures était aussi la source de difficultés pratiques et de contestations. Chaque sous-préfecture était censée créer un établissement de ce genre, qui absorbait la plus grosse part — sinon la totalité, dans les circonscriptions pauvres — des finances disponibles. Il ne restait rien, ou très peu, pour les autres, qui restaient à créer. Lors de leur mission à Yancheng, les deux enquêteurs Gong Jie et Lin Kanghou découvrirent que l'école primaire supérieure de sous-préfecture, placée sous la direction de la Société d'Éducation, « dépensait chaque année un crédit de plus de trois mille huit cents dollars pour

66 Cf. l'affaire de Yancheng : *Wendu*, 2.2, p. 71-73, *Wendu*, 3.2, p. 61-91, et l'affaire de Qinghe : *Wendu*, 4.2, p. 62-68.

seulement une trentaine d'élèves... » Dans d'autres cas, peut-être plus équivoques, la fixation des rémunérations était irréaliste. À Wujiang-Zhenze, l'enquêteur de la SGEJ nota que le directeur de l'établissement primaire supérieur touchait un salaire annuel jugé exorbitant (huit cents dollars), en dépit du cumul de ses fonctions directoriales avec l'enseignement de plusieurs cours et l'exécution de certaines tâches dans l'administration scolaire locale⁶⁷.

La SGEJ engageait vivement les activistes locaux à corriger les désordres ou les abus et jouait, de ce fait, un rôle pédagogique important. Elle les aidait à résoudre leurs problèmes financiers, les initiait à la comptabilité et les incitait à assurer une gestion transparente de l'enseignement. Elle donnait d'ailleurs l'exemple en publiant régulièrement ses propres comptes.

Les sociétés locales d'éducation jouaient un peu le rôle d'un conseil général. Leurs membres élistaient parmi eux les responsables du Bureau d'encouragement aux études, organe administratif de l'éducation locale. Mais il n'y avait aucune tradition « démocratique » et les contestations étaient, là aussi, nombreuses. Les promoteurs initiaux des sociétés locales étaient souvent des activistes relativement jeunes, des diplômés des écoles nouvelles ou étrangères (japonaises). Ils ne tardaient souvent pas à porter ombrage aux notables, aux anciens administrateurs locaux et aux lettrés plus âgés. Dans la sous-préfecture de Taoyuan, ceux-ci et leurs partisans allèrent jusqu'à organiser une seconde Société d'Éducation, rivale de celle des « jeunes ». Chacune d'elles prétendit évidemment détenir la légitimité et comme cette dualité était contraire aux règlements officiels, la SGEJ dut envoyer ses conciliateurs. En tournée dans le nord du Jiangsu, Gong Jie et Lin Kanghou réussirent à s'interposer et à fusionner les deux groupements⁶⁸. Le rôle d'arbitre que jouait la Société était généralement apprécié et sa présence, en cas de désaccords, souvent sollicitée.

Les sociétés locales étaient le plus souvent composées de petits notables et d'enseignants-administrateurs d'écoles. Mais comme les intérêts des bourgs et des villages étaient en jeu, leurs représentants tenaient à participer

67 Cf. l'affaire de Wujiang-Zhenze : *Wendu*, 2.3, p. 49-52.

68 Cf. l'affaire de Taoyuan : *Wendu*, 3.2, p. 96-103.

à des instances conditionnant le partage des ressources ou l'attribution des subventions. À la limite, il arrivait que la société devienne victime de son « succès » et que l'afflux des participants paralyse son fonctionnement. Lors de la réorganisation de la Société d'Éducation de Yancheng, grande sous-préfecture de la préfecture de Huai'an, la salle accueillit un millier de personnes, qui la plongèrent dans un désordre tapageur. Les organisateurs furent obligés de reporter la réunion au lendemain et de limiter les effectifs des participants à vingt membres pour chacun des huit bourgs et chacune des deux exploitations de sel. À Changshu-Zhaowen, lors de l'assemblée annuelle de 1910, l'afflux de plus de cent vingt nouveaux membres faillit renverser la direction. La modification des règles électives, effectuée précipitamment par les dirigeants en place, conduisit à la dislocation de la réunion. Les Sociétés de Qinghe, de Taizhou et de Suzhou connurent les mêmes problèmes⁶⁹.

Ces incidents étaient liés à l'ambiguïté statutaire de la Société d'Éducation. De nature associative, l'institution avait effectivement le droit de sélectionner ses membres et de maintenir un contrôle sur sa direction. Mais cette pratique protectionniste entraînait en contradiction avec ses conceptions en matière d'autorité locale : comment faire entériner par le pouvoir le rôle de conseil général local qu'elle entendait jouer tout en surveillant le flux de ses adhérents ? Finalement, la SGEJ décida que l'admission de nouveaux candidats devait être parrainée par deux anciens adhérents et donner lieu à une procédure d'agrément. En fait, les activistes considéraient cette situation comme inhérente à une période de transition vers la mise en place des institutions de l'autonomie locale. Pendant cette période de transition, la Société d'Éducation initiait les élites locales à des pratiques démocratiques encore inapplicables : « Vu les expériences générales de l'histoire politique, là où le peuple n'a pas encore acquis la capacité de l'autonomie locale, l'administration ne doit être conférée qu'à une minorité de personnes et non à la majorité, afin d'éviter le désordre et l'agitation. » Par la suite, un corps électoral serait délimité, un Conseil général de sous-préfecture assumerait un pouvoir législatif local et le Bureau

69 Cf. Chang-Zhao : *Wendu*, 6.2, p. 47-49 ; Taizhou : p. 25 ; Suzhou : p. 45-46.

d'encouragement aux études deviendrait, sous son autorité, un organe exécutif⁷⁰.

Dans les localités, la situation était donc extrêmement confuse, du fait de l'absence d'organisation des communautés et de l'absence d'organisation du secteur éducatif. La supervision de l'État était très insuffisante. La pratique de la démocratie dépendait surtout des rapports de force parmi les responsables locaux et de leur capacité d'union. Les localités les plus développées, comme Shanghai et Wuxi⁷¹, donnaient l'exemple, ainsi, d'ailleurs, que d'autres régions qui n'étaient pas nécessairement les plus riches. La SGEJ jouait surtout un rôle d'entraînement et de régulation, en offrant son propre exemple et en propageant de nouvelles règles du jeu. Elle s'efforçait d'aider les localités à assimiler de nouveaux comportements et de nouvelles règles fondés sur le débat, l'élection, le dialogue et la transparence, de manière à établir un modèle de fonctionnement, dans le domaine de l'éducation comme dans celui de la politique, marqué par la décentralisation et la participation des élites locales. Dans ce processus social, la stratégie de l'organisation associative des bourgs et des villes constituait une première étape vers le régime constitutionnel et l'autonomie locale.

70 Cf. « Jiangsu jiaoyu zonghui tonggao ge quanxuesuo jiaoyuhui yanjiu zhiwu wenti wen » (La Société Générale d'Éducation du Jiangsu : communiqué à l'adresse des bureaux d'encouragement aux études et des sociétés d'éducation à propos de l'étude du problème des fonctions), *Jiaoyu zazhi*, 1910, 2.3, p. 1522-1526.

71 La sous-préfecture de Wuxi-Jinkui était l'un des pionniers en matière de développement de l'enseignement moderne. Pour apaiser les conflits intra-élitaires, le responsable de Wuxi, Qiu Tingliang, proposa vers 1908-1909 une série de mesures visant à régler équitablement la répartition des fonds éducatifs entre chefs-lieux, bourgades et villages. Ses initiatives furent jugées tellement exemplaires que son texte fut diffusé par la SGEJ et repris par le *Jiaoyu zazhi* et le *Yubei lixian gonghui bao* (Journal de l'Association de préparation au régime constitutionnel) : « Huiyuan Qiu Tingliang Xi-Jin jun jiaoyufei siyi » (Qiu Tingliang, membre de la SGEJ, Propositions personnelles sur la répartition équitable des fonds éducatifs de Wuxi-Jinkui), *Wendu*, 4.4, Annexe, p. 92-101 ; voir aussi Takata Yukio, *op. cit.*, p. 242-254.

À dire vrai, le travail effectué par la SGEJ était extrêmement utile à l'administration éducative provinciale : les procès d'intention et les querelles de faction qui ne relevaient guère du code pénal mais nuisaient à l'application des directives gouvernementales tendaient à la déborder⁷². Mais le plus important, c'est que dans son traitement quotidien des dossiers, elle ne se contentait pas de servir d'intermédiaire traditionnel entre l'État et les sociétés locales : ses efforts participaient, en dernière analyse, à la formation d'une opinion publique. L'ancien censeur de l'Université de Pékin et commissaire d'éducation du Fengtian pouvait ainsi expliquer les raisons de son soutien moral et financier en écrivant : « La Société d'Éducation (du Jiangsu) règle les problèmes suivant le principe de l'équité, sans parti pris à l'égard des fonctionnaires ou de la société (*shehui*). On peut en attendre la formation des bases préliminaires du régime constitutionnel. »⁷³ La SGEJ était perçue par les activistes locaux comme « le tribunal le plus approprié parmi les organes de l'autonomie locale »⁷⁴. Malgré leurs divisions, la crainte d'une sanction de l'opinion publique (*gonglun*) commençait à pénétrer les pratiques des organisations locales.

La SGEJ demeurait malgré tout une association restreinte, bien que ses effectifs aient sensiblement augmenté entre 1905 et 1911. L'édification du réseau de ses antennes locales lui permit cependant d'achever la structuration d'une vie associative dans la province. En 1910, elle comptait six cent trente-deux membres et se trouvait reliée à plus d'une soixantaine de sociétés d'éducation locales, comprenant chacune de cinquante à deux cents adhérents. Cette implantation remarquable, qui relayait l'influence des villes dans les campagnes, témoignait paradoxalement de l'ancrage d'un projet réformateur dans le cadre des structures traditionnelles. Les sociétés d'éducation locales reproduisaient le même modèle que leur « centrale »

72 Voir Jiangsu xuewu gongsuo (éd.), *Jiangsu xuewu wendu* (Documents des affaires éducatives du Jiangsu), Suzhou, 1910-1911, 10 volumes.

73 « Fengtian tixueshi Zhang juanzhu benhui jingfei shu » (Lettre du commissaire d'Éducation du Fengtian Zhang [Heling] à l'adresse de notre société et à propos de l'aide financière), *Wendu*, 3.1, p. 71.

74 « Liu Ou Wuyang xuesheng laishu » (Lettre des étudiants de Wujin-Yanghu en Europe), *Wendu*, 1.2, p. 170-176.

avec, au niveau de la sous-préfecture, le même type de regroupement de notables, d'enseignants et d'activistes qu'au niveau provincial. La territorialité était à la base de ces regroupements, sur laquelle s'établissait une sorte de hiérarchie dans les rapports avec les structures du pouvoir. La SGEJ apparaissait ainsi comme l'organisation la plus développée des élites locales, dans un effort de promotion dans lequel s'exerçait l'emprise des ports ouverts et des activistes citadins. Pour renforcer et élargir le mouvement, elle prit dans un second temps l'initiative de créer la Fédération provinciale des Sociétés d'Éducation et des Bureaux d'encouragement aux études (Jiangsu quanxuesuo jiaoyuhui lianhehui, septembre 1910) et la Fédération nationale des Sociétés d'Éducation provinciales (avril 1911).

En dehors du cadre de l'enseignement nouveau, les Sociétés d'Éducation remplirent d'autres fonctions sur les localités. Elles ouvrirent des Bureaux de propagande (Xuanjiangsuo) et des Centres de formation pour l'autonomie locale (Zizhi jiangxisuo). Certains dirigeants notables patronnèrent aussi des chambres de commerce. Pour ses activistes, aucune des réformes institutionnelles en vue ne devait être négligée. À partir de 1908, ils s'impliquèrent fortement dans la mise en place de l'assemblée provinciale et des institutions de l'autonomie locale. À leurs yeux, ces formes d'organisation répondaient aux nouveaux principes d'intégration provinciale et nationale fondée sur la mobilisation de la base et le fédéralisme.

Autour de la SGEJ se développa effectivement une minorité agissante structurée avec des relais locaux bien implantés. La Société a joué un rôle de leadership historique dans le processus de la réforme constitutionnelle. Ralliée à la Révolution de 1911, elle exerça, pendant les premières années de la République, le pouvoir politique dans la province et dans les localités, jusqu'à ce que Yuan Shikai, le nouvel homme fort de la Chine, suspende le fonctionnement des institutions parlementaires et des conseils locaux. Contrainte à restreindre ses activités, elle continua néanmoins, à l'époque des seigneurs de la guerre, à animer ses associés et ses partenaires locaux dans le domaine de l'éducation moderne.

La Société Générale d'Éducation du Jiangsu apparaît donc à une période cruciale de l'histoire chinoise, à une époque où la gravité de la crise nationale est devenue telle que l'urgence d'un renouveau s'impose à tous. Englué

dans des structures dépassées, limité dans son action par le caractère « minimal » de son tissu administratif, l'État s'est enfin résolu à faire appel à la coopération des élites locales. Conscients de l'enjeu, les notables qui composent les élites cherchent à s'organiser en collaboration avec ce pouvoir déjà défaillant, mais encore indispensable. La tâche qu'ils s'assignent est ardue, car l'État hésite à déléguer une part trop importante de son pouvoir et ces notables entendent bien participer davantage, au moins à l'échelon local, à la prise de décisions. Au niveau de l'État comme au niveau des élites, les éléments les plus éclairés de la nation doivent lutter contre les tenants d'un statut séculaire inadapté à toute réforme d'envergure. Les élites, comme le pouvoir, ont leurs conservateurs et ces conservateurs sont souvent acharnés.

C'est dans ce contexte qu'est créée la Société Générale d'Éducation du Jiangsu, dans la cité la plus riche, la plus moderne, la plus ouverte de l'empire : Shanghai. L'intelligence de ses fondateurs est d'avoir compris très vite que la rénovation nationale passait d'abord par la rénovation de l'enseignement. Mais ils perçoivent aussi — et ne perdront jamais de vue — la nécessité d'un renouvellement des relations entre le pouvoir et la société par la création de structures électives locales et régionales. Entre 1905 et 1914, l'histoire de la SGEJ est celle d'un combat incessant. Avec la réforme constitutionnelle de 1908, ce combat aboutit à la création de l'assemblée provinciale et des conseils de l'autonomie locale. Avec la Révolution de 1911, la SGEJ accède concrètement au pouvoir provincial. Mais l'inconsistance du pouvoir central lui est fatale : la dictature de Yuan Shikai, puis la domination des seigneurs de la guerre la rejettent dans le seul domaine de l'enseignement.

À travers celui de cette Société, le parcours des élites locales est hautement instructif. Le champ politique qui se structure à la fin de l'empire résulte de l'interaction entre deux partenaires, l'État et les élites, qui sont de force comparable. Trop faibles ou trop forts par la suite, mais séparément, ces deux partenaires n'ont pas réussi à le maintenir en vie. En cette fin de siècle, cette leçon reste d'actualité.

Principaux caractères chinois

Bai Zuolin	白作霖
Bao Tianxiao	包天笑
bao	保
baojia	保甲
dang'an	黨案
Di Baoxian	狄葆賢
difang zizhi	地方自治
Ding Baoshu	丁寶書
dong	董
Duanfang	端方
faren	法人
Feng Guifen	馮桂芬
Gong Jie	龔傑
gonglun	公論
gongyi	公益
Gu Yanwu	顧炎武
guoquan	國權
Huang Yanpei	黃炎培
huidong	會董
Huxuehui	滬學會
Jiangsu quanxuesuo jiaoyuhui lianhehui	江蘇勸學所教育會聯合會
Jiangsu jiaoyu zonghui	江蘇教育總會
Jiangsusheng jiaoyuhui	江蘇省教育會
jutu lihui	聚徒立會
kaitan shehui	開壇設會
Lei Fen	雷奮
Lin Kanghou	林康侯
Ling Wenyan	凌文淵
Liu Yuan	劉垣
Ma Liang	馬良
Ma Xiangbo	馬相伯
Mao Qingfan	毛慶蕃
Meng Sen	孟森
Meng Zhaochang	孟昭常
minquan	民權
quanxuesuo	勸學所
Sha Yuanbing	沙元炳
Shanghai chengxiang gongchengju	上海城廂工程局
Shanghai difang yanjiuhui	上海地方研究會

La Société Générale d'Éducation du Jiangsu

Shangwu yinshuguan	商務印書館
Shangxue gonghui	商學會
shehui	社會
Shen Enfu	沈恩孚
Shen Wenhan	沈文瀚
Shenbao	申報
shenshang	紳商
Shi Liangcai	史量才
shi	市
Shibao	時報
shiwusuo	事務所
shushi	塾師
tixueshi	提學使
tu	圖
Wang Qingmu	王清穆
Wang Tongyu	王同愈
xiang	鄉
xinzheng	新政
Xu Dinglin	許鼎霖
Xu Nianci	徐念慈
xuanjiangsuo	宣講所
xuehui	學會
xuewu susong	學務訴訟
Yang Sisheng	楊斯盛
Yang Tingdong	楊廷棟
Yao Wennan	姚文楠
Yu Fu	俞復
Yuan Shikai	袁世凱
Yuan Xitao	袁希濤
Yubei lixian gonghui	預備立憲公會
Yun Zuqi	惲祖祁
Zeng Pu	曾朴
Zeng Zhu	曾鑄
Zhang Jian	張謇
zhen	鎮
zhihui	支會
Zhou Tingbi	周廷弼
zizhi jiangxisuo	自治講習所
zongdong	總董
zongzu	宗族

Résumé

Xiaohong XIAO PLANES : L'activité réformatrice des élites locales chinoises au début du xx^e siècle. L'exemple de la Société Générale d'Éducation du Jiangsu

Confrontée à l'intrusion occidentale et à la crise intérieure, la Chine du début du xx^e siècle s'engage dans un processus de modernisation et connaît d'importants changements dans les relations entre État et corps social. Créée et développée après le lancement de la Nouvelle Politique gouvernementale (1901-1911), la Société Générale d'Éducation du Jiangsu (1905-1927) a été, parmi de nombreuses associations apparues à l'époque, l'une des plus actives et des plus structurées. Elle a largement profité des ressources intellectuelles et matérielles du port ouvert de Shanghai et s'est vouée à l'implantation du nouveau système d'enseignement dans la province, tout en s'employant à remédier aux carences et à la corruption de l'appareil d'État. Elle a déployé un effort considérable pour faire accepter le principe du droit d'association et pour en concrétiser l'application par la multiplication de ses antennes locales. Intégrée dans le cadre institutionnel de coopération instauré en 1906-1907, elle a apporté un concours indispensable à l'administration. En dépit d'innombrables obstacles, la Société a manifesté la plus grande énergie dans le développement et la consolidation de son réseau de relais locaux et dans le règlement des problèmes concrets posés par la réforme. Elle a arbitré de nombreux conflits, introduit de nouvelles procédures et de nouvelles pratiques organisationnelles. Cette construction laborieuse du corps social allait déboucher sur une réorganisation politique de base, que la dictature de Yuan Shikai interrompt brutalement en 1914.

Abstract

Xiaohong XIAO PLANES: The Reforming Activity of the Chinese Local Elites in Early 20th Century. The Example of the Jiangsu General Education Society

Faced to the Western intrusion and to the inner crisis, early 20th century China becomes involved into a processus of modernization and experiences important changes in the relationship between the state and the social body. Created and

La Société Générale d'Éducation du Jiangsu

developed after the government New Policy (1901-1911) was launched, the Jiangsu General Education Society (1905-1927) was one of the most active and the most structured among the numerous associations born at that time. It has greatly taken advantage of the intellectual and material resources of the Shanghai open port and dedicated itself to the implantation of the new educational system in the province. It tried to remedy the inadequacies and corruption of the state apparatus. It has expended a lot of effort for the recognition of the association rights and for their realization while increasing the number of its local branches. With its integration into the institutional cooperation frame introduced in 1906-1907, it has lent an essential support to the administration. In spite of countless obstacles, it has demonstrated the greatest energy in developing and consolidating its network of local relays, and in sorting out the concrete problems the reform was giving rise to. It arbitrated numerous conflicts, introduced new procedures and organizational practices. This laborious construction of the social body was about to result in a basic political reorganization, which the Yuan Shikai dictatorship brutally broke off in 1914.